

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 02/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SEVIGNE INDUSTRIES

La Borie Sèche
BP 6
12520 Aguessac

Références : 12-CARMIN-2024-26
Code AIOT : 0006802589

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 dans l'établissement SAS SEVIGNE INDUSTRIES implanté Le cavet 12230 La Cavalerie. L'inspection a été annoncée le 24/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SEVIGNE INDUSTRIES
- Le cavet 12230 La Cavalerie
- Code AIOT : 0006802589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire, sise au lieu dit "Le Cavet" commune de la Cavalerie, est autorisée au bénéfice de SAS SEVIGNE, pour 30 ans, avec une production moyenne de 80 000 T / an et maximale de 150 000 T / an par arrêté préfectoral 12-2022-12-13-00002 en date du 13 décembre.

La carrière était en activité le jour de la visite d'inspection.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	RNDTS	Autre du 01/04/2021, article R.541-43-1 II du CE	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1	Sans objet
2	Admission déchargement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
3	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet
4	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet
5	Remblayage carrières stabilité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I	Sans objet
6	Remblayage carrières suivis	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Sans objet
8	Espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 9.1.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas décelé de non-conformités.

Il est néanmoins demandé à l'exploitant d'engager une nouvelle réflexion concernant le téléversement de son registre dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée :
Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations relevant des régimes de

l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration des rubriques 2515, 2516, 2517 et aux installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'installation visitée autorisée par arrêté préfectoral n° 12-2022-12-13-00002 du 13 décembre 2022 relève des régimes de l'enregistrement pour les rubriques 2515-1-a (broyage - concassage), et 2517-1 (station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Admission déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : [...]Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : L'acceptation des déchets sur site fait l'objet d'un double contrôle : - 1 visuel par l'exploitant à l'entrée du site; - 1 visuel approfondi au niveau du déchargement . L'exploitant dispose d'un plan topographique "quadrillé" de localisation des zones de remblayage , et d'une procédure d'acceptation des déchets inertes externes .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accusé d'acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : Après acceptation, un "accusé d'acceptation" est délivré au producteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre d'admission des déchets inertes. Ce registre comprend l'ensemble des éléments demandés (date de réception, nom du producteur, SIRET, nom et coordonnées du transporteur, code déchet, libellé du déchet, quantité de déchets, zone de stockage, origine du déchet et le chantier...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remblayage carrières stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.
Constats : La stabilité physique des terrains remblayés est assurée par la zone et résistance des terrains supports du stockage. La pente des remblais est maîtrisée. Les remblais ne nuisent pas à la qualité du sol ni à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les inertes d'exploitation et les inertes extérieurs, sont stockés sur les mêmes zones.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remblayage carrières suivis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée :

<p>[...]L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre en conformité avec la prescription précitée. Un plan topographique quadrillé permettant de localiser les zones de remblais est tenu à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : RNDTS

<p>Référence réglementaire : Autre du 01/04/2021, article R.541-43-1 II du CE</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Le téléversement vers le Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNDTS) a été initié par l'exploitant. Toutefois, l'exploitant est confronté à une incompatibilité de format entre le registre exploitant et RNDTS, les téléversements se soldent par un rejet de l'ensemble des données.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'être en mesure de téléverser les données de son registre dans le</p>

registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 9.1.2.1
Thème(s) : Autre, Espèce floral prescription spécifique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une station de 3 pieds de Pulsatille rouge tardive (<i>Pulsatilla rubra</i> subsp <i>rubra</i> var. <i>serotina</i>) est présente au sein de la zone d'exploitation.</p> <p>Il convient de :</p> <p>[...] récolter les graines de Pulsatille rouge tardive sur les 3 pieds devant être transplantés, mais également sur les pieds présents en périphérie du site ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'espèce floral "Pulsatille rouge tardive" a fleuri courant mai. Conformément au protocole expérimental établi entre le Conservatoire Botanique Pyrénéen et l'exploitant, dès maturité, les graines collectées seront transplantées sur une station d'accueil réunissant les mêmes conditions écologiques que la station actuelle. La station d'accueil sera située sur un terrain inclus dans la zone de projet mais qui n'a pas vocation à être exploitée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tiendra l'inspection des installations classées informée de la date des semis, et de la zone "station d'accueil".</p>
Type de suites proposées : Sans suite